Parlement jurassien

Delémont, le 1^{er} février 2017

Motion no 1177

LPer : des dispositions légales différenciées pour les chefs de service !

Le but de la motion n'est pas ici de revenir sur les raisons précises qui ont conduit à la rupture des rapports de service entre l'Etat et la cheffe de service du SCAV, quand bien même il est difficilement supportable d'apprendre que des sommes importantes d'argent public seront ainsi versées alors que la séparation semblait inéluctable.

Dans un contexte où les difficultés économiques et sociales frappent de plus en plus de personnes dans le Jura, comme ailleurs, il est urgent de prendre les mesures nécessaires à l'adaptation de notre législation, car malheureusement c'est l'ensemble de la fonction publique qui s'en trouve gravement affecté au sein de la population.

Le problème soulevé par ce cas récent met en lumière quelques carences dans la Loi sur le personnel de l'Etat. Manifestement, le Gouvernement jurassien se fonde sur les articles 80, 87 et 89 de la Loi sur le personnel pour justifier l'arrangement avec l'ancienne cheffe du SCAV. Il ne s'agit pas d'un licenciement mais d'une fin de rapport de service d'un commun accord. L'article 87 al.8 prévoit d'ailleurs, dans ce cas, cette limite maximale de 12 mois de salaire.

Lorsque l'obligation de travailler est levée, l'article 89 précise que les soldes éventuels d'heures supplémentaires et de vacances sont réputés compensés durant le temps de résiliation et ne donnent pas lieu à rétribution pour autant que la personne ne travaille pas pendant ce temps. Ici, l'arrangement ne dit pas si ces vacances et heures supplémentaires ont été intégrées dans l'indemnité ou si elles ont été rajoutées. Si les vacances sont un droit indiscutable, la question des heures supplémentaires est davantage sensible pour les postes à haute responsabilité comme ceux des chefs de service. Leur placement dans l'échelle des traitements du personnel de l'Etat en tient d'ailleurs compte en les situant pour la plupart en classes 20 à 25, soit une rémunération oscillant entre 108'000 et 192'000.- par année selon la classification des fonctions.

Bref, tout ceci montre à l'évidence que des dispositions particulières devraient être adoptées pour les chefs de service, sachant que leur statut hiérarchique (et donc salarial) exige d'eux des compétences managériales particulières qui doivent être régulièrement évaluées par leurs supérieurs. Et que si celles-ci devaient objectivement faire défaut après plusieurs mises en garde, le motif de licenciement devrait être admis sans que l'Etat n'ait à payer des indemnités pharaoniques.

Dans la mesure où la Loi sur le Personnel (LPer) ne prévoit aucune disposition particulière pour les chefs de service, nous demandons au Gouvernement d'établir des adaptations de la LPer dans le but de préciser les droits et les devoirs spécifiques de ces derniers, en réglant la problématique des heures supplémentaires et des indemnités de départ en cas de fin des rapports de travail, de manière à éviter de futurs parachutes dorés.

Pour le groupe PCSI
Thomas Schaffter